

Brochure n° 3049

Convention collective nationale

IDCC : 1557. – **COMMERCE DES ARTICLES DE SPORTS
ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS**

ACCORD DU 19 AVRIL 2012

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS

NOR : ASET1250799M

IDCC : 1557

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minima conventionnels applicables aux salariés des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale du commerce des articles de sport et équipements de loisirs.

Article 2

Salaires mensuels minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels de la branche, définis pour un temps de travail égal à la durée légale de travail, sont augmentés conformément au tableau suivant :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimum	AUGMENTATION par rapport à la dernière recommandation patronale
130	1 398,37	2,44 %
140	1 401,00	2,41 %
150	1 405,00	2,41 %
160	1 419,00	3,05 %
170	1 442,00	3,36 %
175	1 444,00	
180	1 447,00	3,43 %
185	1 452,00	
190	1 457,00	3,40 %
200	1 472,00	3,00 %
220	1 577,00	3,25 %
240	1 621,00	2,70 %

COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimum	AUGMENTATION par rapport à la dernière recommandation patronale
250	1 676,00	2,97 %
280	1 778,00	2,79 %
320	2 035,00	3,19 %
350	2 143,00	2,21 %
380	2 283,00	2,20 %
390	2 379,00	2,19 %
420	2 530,00	2,12 %
450	2 762,00	2,11 %
500	2 960,00	2,09 %
550	3 178,00	2,09 %

Article 3

Egalité de rémunération entre les hommes et les femmes

L'examen du rapport de branche et des données portant sur la situation des hommes et des femmes par coefficient ne révèle pas d'écart de rémunération entre les hommes et les femmes.

Les parties conviennent toutefois de rappeler aux entreprises qu'il leur appartient de corriger les écarts de rémunération qu'elles pourraient éventuellement constater entre leurs salariés femmes et hommes.

Article 4

Entrée en vigueur, publicité et extension

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mai 2012.

Dans l'hypothèse d'une revalorisation du Smic avant le 1^{er} janvier 2013, les parties conviennent de se revoir afin de réexaminer le présent accord.

Le présent accord sera notifié à toutes les parties conformément à l'article L. 132-2-2 du code du travail. Il sera déposé en application de l'article L. 132-10 du code du travail et son extension sera demandée conformément aux articles L. 133-8 et suivants du même code.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FPS ;
CSNACDAM.

Syndicats de salariés :

FS CFDT ;
CSFV CFTC.